

**RAPPORT N° 2024/1-12
au Conseil de la Communauté
en séance du Jeudi 15 Février 2024**

OBJET : ASSAINISSEMENT COLLECTIF - CHOIX DU MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE DES EAUX USEES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR A PARTIR DU 1^{er} JANVIER 2025

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une politique de transition écologique » du projet politique de la CINOR.

La Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion dénommée « CINOR » exerce la compétence assainissement collectif sur l'intégralité de son territoire qui comprend les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne. Le service public d'assainissement collectif est géré par le biais de trois contrats à l'échelle de la CINOR :

- Sur la partie traitement des eaux usées de la compétence assainissement collectif deux contrats de concession avec travaux sont en cours sur la station d'épuration Terre des Trois Frères qui traite les effluents en provenance de la commune de Sainte-Suzanne et sur la station d'épuration Grand Prado qui traite les effluents en provenance des communes de Sainte-Marie et Saint-Denis. Ces deux contrats arrivent respectivement à échéance le 31 août 2031 pour la concession Terre des trois frères et le 30 juin 2030 pour la concession Grand Prado ;
- Le service public de collecte des usées est actuellement exploité par la société CISE au travers d'un contrat d'affermage. Ce contrat, d'une durée de 5 ans, arrivera à échéance le 31 décembre 2024

La Communauté d'Agglomération a donc engagé une réflexion sur le futur mode de gestion du service public de collecte des eaux usées conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales.

Un audit de l'exécution du service public de la collecte des eaux usées a été menée par la Communauté d'agglomération et les choix de gouvernance ont ainsi été dégagées par l'exécutif :

- Un maintien du périmètre géographique et fonctionnel de la délégation de service public actuelle
- L'affirmation et la consolidation du rôle d'autorité organisatrice de la CINOR
- L'intégration d'exigences en matière de développement durable et de performance énergétique à la charge du futur exploitant
- Le besoin de faire converger au maximum les dates d'échéances des contrats d'assainissement pour engager un travail approfondi de gouvernance sur la gestion du service public de l'assainissement collectif et du petit cycle de l'eau en vue de la date pivot du 1^{er} janvier 2032

Le choix du mode de gestion du service public de collecte des eaux usées doit permettre une réponse appropriée à ces enjeux tout en prenant en considération les avantages et inconvénients endogènes à chaque mode de gestion ainsi que les délais de mise en œuvre de chacun de ceux-ci. Rappelons que classiquement, deux grands types de modes de gestion sont envisageables pour le service public de collecte des eaux usées : la gestion directe et la gestion déléguée.

Le rapport de présentation (rapport sur le choix du mode de gestion du service de collecte des eaux usées de la CINOR) annexé à la présente délibération démontre que pour le service public de collecte des eaux usées de la CINOR il est préférable de recourir à une délégation de service public pour une durée de sept (7) ans. En effet, sur le périmètre considéré au regard du délai de mise en œuvre du futur mode de gestion, du patrimoine à exploiter, des risques associés il est opportun de transférer ces risques techniques et juridiques à un exploitant privé. De plus, les enjeux (notamment sur les abonnés raccordables non raccordés « RNR » et de performance énergétique) sur ce périmètre nécessite un maintien d'une veille technologique de pointe et de bénéficier des dernières évolutions proposées par les exploitants privés. Il convient de rappeler que le recours à une gestion externalisée ne doit pas occulter la nécessité pour la CINOR de mener un contrôle multidimensionnel de l'exploitant privé tant sur les aspects financiers que techniques et juridiques.

En conséquence, la délégation de service public est le mode de gestion le mieux adapté aux objectifs poursuivis par la CINOR. Ce mode de gestion permet de bénéficier du savoir-faire d'un professionnel, de lui faire supporter la plupart des risques d'exploitation et des risques juridiques sur un secteur avec du patrimoine à risque, tout en garantissant la continuité du service public 24h/24.

La mission globale qui sera confiée au futur délégataire comprend :

- L'exploitation, l'entretien et la surveillance de l'ensemble du service de collecte des eaux usées sur le périmètre de la CINOR
- L'exploitation de l'ensemble du système d'information outillant ces processus mis à disposition par la CINOR ou fourni par le délégataire ;
- La gestion du patrimoine existant et la réalisation des travaux de renouvellement à caractère fonctionnel et patrimonial mis à sa charge et fortement adhérents à l'exploitation, et le cas échéant de travaux de premier établissement dont la surface financière restera accessoire au regard de l'économie du contrat et qui pourraient être de nature à optimiser la qualité technique du service et/ou le service à l'usager ;
- La mise à jour et la tenue de l'inventaire des biens du service ;
- La contribution aux objectifs de la CINOR d'une protection toujours accrue de la santé humaine et du milieu naturel ;
- Le conseil et l'assistance de la CINOR pour les fonctions de gestion technique du service assurées par la Communauté d'Agglomération ;
- L'alimentation des référentiels de la CINOR (SIG, couche pilotage, patrimoine visible...) et des entrepôts de données ;
- L'établissement des rapports d'activité et des communications de données réguliers tant techniques que financiers avec un renforcement global de la transparence entre l'exploitant et la CINOR
- La recherche d'une synergie avec les exploitants des stations d'épuration ;
- La facturation de certaines prestations accessoires
- De participer aux objectifs fixés par le PCAET de la CINOR via le développement d'une politique de développement durable en lien avec le service de collecte des eaux usées qui se traduira notamment par la mise en œuvre d'une démarche d'amélioration de la performance énergétique et du bilan carbone
- L'approfondissement de la connaissance des raccordables non raccordés au bénéfice de la CINOR ;
- Garantir la qualité de service telle que fixée par la CINOR en sa qualité d'autorité organisatrice ;
- Le géoréférencement des réseaux en classe A via une variante qui sera obligatoire ;

Une clause d'insertion sera aussi intégrée dans le projet de contrat. Par ailleurs, il pourra aussi être envisagé par l'autorité concédante, en application des articles L3114-9 et R3114-5 du Code de la Commande publique d'imposer aux soumissionnaires de confier à des petites et moyennes entreprises une part de travaux ou services faisant l'objet du contrat qui devra être *a minima* de 10% de la valeur globale du contrat de concession.

La durée de la délégation est fixée à 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2025 sans possibilité de tacite reconduction. La durée a été fixée à l'aune des investissements à réaliser comme présenté dans le rapport annexé à la délibération.

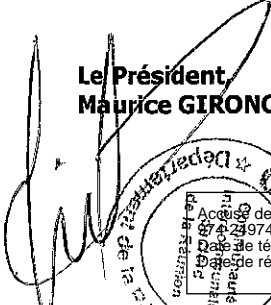
Conformément à l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil de la Communauté est appelé à se prononcer sur le mode de gestion du service en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver le principe de l'exploitation du service de collecte des eaux usées dans le cadre d'une concession de service public. (Toutefois, dans le cas où les négociations n'aboutiraient pas à une économie de contrat satisfaisante, l'assemblée délibérante n'écarte pas la possibilité de décider d'une gestion en régie du service.)
- Approuver le contenu et les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport en annexe sur le principe du recours à la délégation de service public, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Président d'en négocier les conditions précises, conformément aux dispositions des articles L 1411-4 et L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Autoriser le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure concession de service public.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer

Le Président
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
N° 239740149-20240215-CC2024-1-12-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception en préfecture : 22/02/2024

**DELIBERATION N° 2024/1-12
du Conseil de la Communauté
en séance du 15 Février 2024**

**OBJET : ASSAINISSEMENT COLLECTIF - CHOIX DU MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE
COLLECTE DES EAUX USEES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR A PARTIR DU 1^{er} JANVIER 2025**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une politique de transition écologique » du projet politique de la CINOR.

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre de projet de Communauté comprenant les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant le périmètre la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 0662/SG/DRCTCV du 26 mars 2003 portant modification de la compétence « Assainissement » de la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) ;

Vu l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que le contrat d'affermage du service public de l'assainissement collectif de la CINOR, arrive à expiration le 31 décembre 2024 ;

Vu le rapport du Président annexé à la présente délibération, présentant le contenu et les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur exploitant du service de collecte des eaux usées sur l'ensemble du territoire de la CINOR et transmis aux membres de l'Assemblée le 09 février 2024 ;

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 13 février 2024 qui a pris acte du rapport ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 01 février 2024 qui a émis un avis favorable ;

Sur l'avis des Commissions Environnement et Administration / Finances ;

Sur le RAPPORT N°2024/1-12 du Président.

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1

Approuve le principe de l'exploitation du service de collecte des eaux usées dans le cadre d'une concession de service public. (Toutefois, dans le cas où les négociations n'aboutiraient pas à une économie de contrat satisfaisante, l'assemblée délibérante n'écarte pas la possibilité de décider d'une gestion en régie du service.)

ARTICLE 2

Approuve le contenu et les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport en annexe sur le principe du recours à la délégation de service public, étant entendu qu'il

appartiendra ultérieurement au Président d'en négocier les conditions précises, conformément aux dispositions des articles L 1411-4 et L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 3

Autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de concession de service public.

Nombre de votants : 45 (dont 6 procurations)
Suffrages exprimés : 45
Vote pour : 45
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

12 2 FEV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

